

A lire

■ A la une
Europe : la crise

■ En pages 2 et 3
Une politique volontariste
pour le logement est-elle
possible ?

■ En page 4
L'Hôpital public en danger

Yvelines à gauche

« Toute société qui
prétend assurer
aux hommes la
Liberté, doit com-
mencer par leur ga-
rantir l'existence »

Léon Blum

Journal d'information des socialistes des Yvelines

6-Novembre 2005



ACTUALITÉ

France, Allemagne, Europe : la crise

Après le non français au référendum du 29 mai, le résultat des élections allemandes du 18 septembre approfondit la crise de l'Europe et de la gauche. Il constitue une nouvelle illustration de l'indécision, des doutes, mais aussi des attentes des citoyens de nos deux pays et de l'Union européenne.

Les élections allemandes sont l'expression de plusieurs refus, d'un choix négatif ou d'une incapacité à choisir. L'Allemagne, contrairement à tous les pronostics, a voté à gauche, mais sans donner à celle-ci un mandat pour gouverner. Elle a clairement rejeté le programme ultralibéral proposé par la CDU-CSU. Angela Merkel a subi un camouflet personnel : partie à 49 % dans les sondages en juin, elle arrive à 35 % en septembre, notamment parce qu'elle a orienté trop à droite son projet.

Gerhard Schröder, lui, subit une défaite limitée, mais une défaite tout de même. Il a tiré son parti des abîmes pour le ramener à 34 %. Il demeure que la coalition sortante, rouge-verte, plafonne à 42 % des voix et est donc tenue pour comptable de la montée insupportable du chômage, près de 5 millions de chômeurs et de réformes impopulaires, principalement celle de l'assurance chômage. Schröder a gagné la bataille du leadership tout en limitant la chute de la social-démocratie allemande, a reconquis certains de ses bastions électoraux mais n'a pas obtenu la confiance.

Le Linkspartei d'Oskar Lafontaine, autoproclamé « parti de la gauche » a, de son côté, « fait turbuler le système », comme Jean-Pierre Chevènement et l'extrême gauche l'avaient fait lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Il demeure avant tout un parti de l'est de l'Allemagne, ou il y recueille 25 % des voix contre 4,9 % à l'Ouest, se nourrissant du désarroi face au chômage de masse et aux désillusions de la réunification. Avec 8,7 %, dont 2 à 3 % pris au SPD, le Linkspartei a réussi à rendre l'Allemagne ingouvernable, mais non à constituer une alternative crédible.

Ces refus s'ajoutent à ceux qu'ont exprimés les Français le 29 mai, refus d'une Europe perçue comme trop technocratique, trop libérale, inefficace face au chômage de masse, sans frontières définies. Ils aggravent encore la crise européenne, en confirmant le climat d'inquiétude et de repli sur soi qui envahit l'espace public européen. Les deux grands pays de l'Union, ceux qui constituent depuis l'origine le « moteur » de l'Europe, sont en panne.

En France, la mise en scène du duel Sarkozy-Villepin masque l'immobilisme d'une fin de règne un peu pathétique. En réalité rien ne peut arriver pour la France et pour l'Europe avant la fin du quinquennat de Jacques Chirac, président privé de toute force après les désaveux successifs et cinglants de son action en 2004 et en 2005.

Certes, l'ère du vide qui s'ouvre en France et en Allemagne favorise Tony Blair. Mais il demeure trop excentré par son tropisme atlantiste, par ses positions sur l'Irak, par la non-appartenance de la Grande-Bretagne à l'euro pour prendre la tête de l'Europe comme il l'ambitionne.

C'est donc tout l'agenda européen qui est remis en cause : le modèle économique et social est contesté, le budget bloqué, l'euro discuté, l'élargissement critiqué, la Constitution abandonnée. Et pourtant, il y a dans ces événements des leçons à tirer pour refaire, ensemble, la gauche et l'Europe : c'est à nous, socialistes, d'en être le moteur.

ÉDITO

Les incohérences et les manipulations du gouvernement

Le 7 octobre dernier, le Premier Ministre faisait un déplacement dans les Yvelines, visite largement commentée, puisqu'il s'agissait à grand renfort médiatique, d'annoncer la création d'emplois chez Renault à Flins.

Or, ce déplacement intervenait comme par hasard trois jours après la mobilisation massive des Français, contre la politique socialement injuste et économiquement inefficace du gouvernement.

La concomitance des deux événements avait de quoi donner à réfléchir, mettant en relief une fois de plus les incohérences et manipulations de ce gouvernement.

Bien sûr, nous nous réjouissons à chaque fois que de nouveaux emplois sont créés, en particulier dans la vallée de la Seine, mais le message des manifestants le 4 octobre était clair et n'a visiblement pas été entendu : « pour le développement de l'emploi et contre la précarité, pour l'amélioration du pouvoir d'achat et les droits individuels et collectifs des salariés »

Aujourd'hui le compte n'y est pas !

Face aux emplois annoncés le 7 octobre à Flins, combien d'emplois précaires dans les Yvelines ? Combien de licenciements et quelle politique pour lutter contre la dégradation du pouvoir d'achat ? Quelle réponse apportée aux salariés qui savent qu'un emploi sur trois dans le département, en particulier dans les industries de biens d'équipements et de l'automobile, est délocalisable ?

Les réponses ne sont pas à la hauteur de la crise et de la désespérance qui touche une grande partie de la population. Sur notre département, comme pour le pays tout entier, c'est bien d'une véritable politique industrielle dont nous avons besoin !

C'est ce message là que le gouvernement n'a pas entendu ; c'est ce projet là que les socialistes ont à redéfinir pour répondre aux défis de notre temps.



Une politique volontariste pour le logement est-elle possible ?

Le logement est au cœur des préoccupations de nos concitoyens. Problème récurrent depuis des décennies, une forme de fatalisme a fini par s'imposer concernant ce problème et un discours convenu nous est régulièrement servi par les élus de droite de notre département : difficile voire impossible de lutter contre la loi du marché, difficile d'imposer une mixité sociale rejetée par les plus favorisés. Alors faut-il se résoudre à l'inaction ? A Saint-Quentin-en-Yvelines, la majorité de gauche a décidé d'agir.

Le constat

Depuis 1969 plus de 53 000 logements ont été construits sur Saint Quentin et plus d'un actif sur deux habite l'agglomération. Mais, aujourd'hui, Saint Quentin en Yvelines perd des habitants. En 5 ans on compte 3 300 habitants en moins et si rien n'est fait l'hémorragie va continuer. Ces habitants qui s'en vont, ne le font pas par choix, c'est le résultat logique de la décohabitation, du manque de logements adaptés à leurs moyens et leur situation. Saint Quentin en Yvelines est ainsi victime de son succès. Autre soucis : de fortes disparités sociales continuent d'exister sur le territoire. Si Guyancourt a trouvé un équilibre avec 50 % de logements sociaux, Trappes caracole en tête (67 %), Montigny le Bretonneux se donne bonne conscience en respectant les 20 % tandis que Voisins les Bretonneux atteint difficilement les 10 % ! Du côté d'Elancourt (23 %), les déclarations publiques du Maire confirment son hostilité à l'égard du "logement social et des HLM". Ces disparités, sources d'inégalités, doivent être corrigées.

Agir

La communauté d'agglomération a donc décidé de se doter d'un Programme Local de l'Habitat (P.L.H.). Après le diagnostic, validé par tous les élus, vient maintenant la phase des propositions qui suscite, on ne s'en étonnera pas, des réticences dans les communes de droite. L'objectif, sur 5 ans, est de construire 800 logements par an avec une priorité donnée aux logements pour les jeunes actifs et aux logements intermédiaires. Le but est bien d'avoir tous les segments du logement présents sur le territoire, ce qui offre la possibilité d'un vrai parcours résidentiel. La vision de la mixité sociale qui est portée par les élus de gauche n'est pas dogmatique : il ne s'agit pas de tomber dans le piège de villes à deux vitesses. Il faut construire tous types de logements pour que la mixité sociale soit une réalité dans chaque ville et même dans chaque quartier de l'agglomération. Pour être mis en œuvre le P.L.H devra être voté, en décembre, au prochain conseil communautaire. Nous suivrons avec intérêt les débats qui auront lieu à cette occasion.

Le logement est donc un vrai combat politique à mener pour les Socialistes : mixité sociale mais aussi accession à la propriété, développement d'un parc locatif pour tous... Partout où c'est possible il faut afficher une volonté politique claire et forte. Mais rien ne se fera si l'Etat ne prend pas ses responsabilités : il doit s'engager contractuellement avec les collectivités locales et doit considérer aujourd'hui le logement comme une grande cause nationale.

Le logement dans les Yvelines

Logement dans les Yvelines, le constat est accablant : avec un besoin de logements estimé à 7 400 par an et seulement 4 200 permis de construire déposés chaque année. Il est de plus en plus difficile de se loger dans les Yvelines, que ce soit dans le logement social ou dans le privé, en appartement ou en maison individuelle. D'autant qu'en dix ans, le "stock" de logements est allé en se réduisant. Entre 1990 et 1994 on en avait construit près de 30 000, entre 2000 et 2004, leur nombre est tombé à 18 443 !

Les chiffres clé

- 515 000 résidences principales et 10 000 résidences secondaires
- 50 % sont propriétaires, 28 % locataires du secteur privé, et 22 % vivent dans un logement social
- 112 402 logements sociaux gérés par 69 organismes HLM
- 23 000 demandeurs de logements sociaux / an
- plus de 46 000 cas d'inadéquation entre les ménages et leur logement (locataires du parc privé à très faibles ressources ou en situation de surpopulation)
- 27 000 étudiants pour 150 logements
- Environ 500 expulsions / an (pour 2500 assignations et 1500 commandements à quitter les lieux)
- 50 communes des Yvelines ont été soumises à un prélèvement de 152,45 .€ par logement social manquant en 2004. La plus mauvaise : Croissy-sur-Seine avec 0 logement social pour près de 10 000 habitants !!!

Ont participé à la réalisation de ce numéro : Revelyne Chabrun, Dominique Dario, Francis Derriennic, Martine Gavelle, Stéphane Gozlan, Sandrine Grandgambe, Lise Kossibale, Michèle Pouzoulet, Marc Sadoun.



Le blocage des loyers dans les communes de l'agglomération parisienne est reconduit

Les loyers privés dans l'agglomération parisienne sont placés sous surveillance pour une nouvelle année à compter du 31 août, avec la reconduction du décret sur l'encadrement des loyers en cas de renouvellement du bail, publié le 26 août au JO (1). Instaurée en 1989, cette législation, régulièrement critiquée par les professionnels de l'immobilier, a pour objectif d'éviter un emballement des prix des locations en région parisienne où la situation est particulièrement tendue.

Une étude de l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI), qui représente les propriétaires particuliers, montre que les loyers privés ont progressé de 4,7% depuis le mois de janvier. Le décret détermine des critères stricts d'augmentation de loyers lors des renouvellements de baux mais ne s'applique pas en cas de nouvelle location.

L'ensemble du parc privé locatif de la capitale est soumis à cet encadrement ainsi que la totalité des communes de la petite couronne, c'est à dire les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. Pour les départements des Yvelines, de Seine-et-Marne, de l'Essonne et du Val-d'Oise, une liste de communes spécifiques est publiée dans le décret.

Seuls les logements dont le loyer est "manifestement sous-évalué" peuvent faire l'objet d'un rattrapage en cours de bail, sans excéder les limites précisées par le décret.

Dans le département des Yvelines, sont concernées les communes suivantes :

Achères, Aigremont, Andrésey, Bazoches-sur-Guyonne, Bois-d'Arcy, Bougival, Buc, Buchelay, Carrières-sous-Poissy, Carrières-sur-Seine, La Celle-Saint-Cloud, Chambourcy, Chanteloup-les-Vignes, Chapet, Chatou, Le Chesnay, Chevreuse, Les Clayes-sous-Bois, Coignières, Conflans-Sainte-Honorine, Croissy-sur-Seine, Elancourt, L'Etang-la-Ville, Evécquemont, Follainville-Dennemont, Fontenay-le-Fleury, Fourqueux, Gaillon-sur-Montcient, Gargenville, Guyancourt, Hardricourt, Houilles, Issou, Jouars-Pontchartrain, Jouy-en-Josas, Juziers, Limay, Les Loges-en-Josas, Louveciennes, Magnanville, Magny-les-Hameaux, Maisons-Laffitte, Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Ville, Mareil-Marly, Marly-le-Roi, Maurecourt, Maurepas, Médan, Le Mesnil-le-Roi, Le Mesnil-Saint-Denis, Meulan, Mézy-sur-Seine, Montesson, Montigny-le-Bretonneux, Les Mureaux, Neauphle-le-Château, Neauphle-le-Vieux, Orgeval, Le Pecq, Plaisir, Poissy, Porcheville, Le Port-Marly, Rocquencourt, Saint-Cyr-l'Ecole, Saint-Germain-en-Laye, Saint-Rémy-lès-Chevreuse, Saint-Rémy-l'Honoré, Sartrouville, Trappes, Le Tremblay-sur-Mauldre, Triel-sur-Seine, Vaux-sur-Seine, Vélizy-Villacoublay, Verneuil-sur-Seine, Vernouillet, La Verrière, Versailles, Le Vésinet, Villennes-sur-Seine, Villepreux, Villiers-Saint-Frédéric, Viroflay, Voisins-le-Bretonneux.

(1) Décret n° 2005-1019 du 25 août 2005 relatif à l'évolution de certains loyers dans l'agglomération de Paris, pris en application de l'article 18 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989.

L'Économie Sociale en danger ?

Le Conseil des Entreprises, Employeurs et Groupements de l'Économie sociale -GEGES- exprime son profond désaccord suite aux déclarations tenues par le Premier Ministre devant le Conseil National de lutte contre l'exclusion.

Supprimer la Délégation Interministérielle à l'Innovation Sociale et à l'Économie Sociale et créer la Délégation Interministérielle à l'innovation et à l'Expérimentation Sociale participe de l'élimination de l'Économie Sociale du champ de l'action publique.

Cette décision, prise sans la moindre consultation, ni concertation revient à nier le rôle primordial joué par les composantes de l'Économie Sociale : Mutuelles, Coopératives, Associations et Fondations, tant dans les domaines de l'innovation sociale, de l'expérimentation et de la lutte contre l'exclusion, que dans celui de la création d'emploi, de richesse et donc facteur de développement économique et de solidarité.

Cela remet également en question le travail réalisé, sans discontinuité depuis 1981, entre les pouvoirs publics et l'Économie Sociale. Enfin, cette décision ignore les 780 000 entreprises et groupements de l'Économie Sociale de France, employant plus de 1,8 million de personnes.

Le CEGES demande au Premier Ministre de reconsidérer sa décision pour que la création d'une délégation dédiée à la lutte contre l'exclusion soit un outil complémentaire aux dispositifs existants.

Infos 78

Mais oui, mais c'est bien sûr !

Dans les Yvelines, le député Pierre Morange a eu une idée de génie !!! Il a enfin trouvé la cause des incendies qui ont endeuillé la capitale il y a quelques semaines ... Eh bien non, ce n'est pas à cause de leur vétusté que des immeubles ont flambé, mais parce qu'ils n'avaient pas d'alarme incendie !!!

Démolir mais reconstruire ...

Plusieurs dizaines de personnes ont manifesté début octobre devant la sous-préfecture de Mantes-la-Jolie pour dénoncer les modalités de la mise en œuvre des programmes de démolition d'immeubles aux Mureaux, à Ecquevilley, à Mantes-la-Jolie et Mantes-la-Ville. Ils demandaient que les habitants soient mieux concertés et que les démolitions de logements sociaux s'accompagnent d'autant de reconstructions dans chaque ville.

Alcatel devra payer...

Le ministère du Travail a fait intervenir les inspections du travail des différents établissements d'Alcatel, dont celui de Velizy, au sujet des rémunérations des salariés des filiales étrangères venus travailler temporairement en France. En effet, le code du travail exige (art. L341-1 et suivants) qu'un salarié étranger bénéficie de l'égalité de traitement en matière de sécurité, conditions de travail, rémunérations, durée du travail. Alcatel devra donc verser un complément de salaire à une centaine de salariés étrangers présents sur le site cet été.

Reprise du travail à Tréofan

A Mantes-la-Jolie, les salariés de Tréofan reprennent le travail après un mois de grève et un accord qui prévoit que le groupe va quitter Mantes-la-Ville d'ici trois à huit mois mais cherche un repreneur pour sauver un maximum d'emplois et améliorer les conditions de licenciement pour l'ensemble des personnels qui choisiront un transfert vers le nouvel employeur.

Les handicapés dans la ville

La municipalité socialiste de Meulan va créer une commission composée d'habitants et d'élus pour réfléchir à la place des handicapés en ville.

Versailles vend ses bijoux de famille !

S'est vendu, à la bougie et en mairie, le vendredi 23 septembre dernier, un superbe terrain en centre ville.

Cette parcelle de 3652 m² a atteint le prix farouche de 2.9 millions d'euros ! Pour une ville qui atteint seulement 16% de logements sociaux ou qui ne possède pas de salle polyvalente, c'est une belle occasion de ratée....

L'Hôpital public en danger

Rencontre avec Guy Renou, chef de service au Centre Hospitalier Intercommunal Poissy-St Germain

Yvelines à Gauche : Quelle est, aujourd'hui, la situation de la carte hospitalière en France ?

Guy Renou : Les problèmes sont très différents suivant les divers types d'activité.

Globalement, la santé des Français n'est certainement pas la pire. Par contre il n'est pas sûr que l'on ait vraiment anticipé les difficultés à venir.

Si l'on parle de la médecine et des urgences la réponse actuelle est clairement insuffisante. La fréquentation des urgences hospitalières continue de croître, d'autant que la médecine libérale s'en est affranchie, surtout en Ile de France.

Le vieillissement de la population aggrave la situation.

On manque de long et moyen séjour public ce qui paralyse les services d'aigu.

Et de toute façon les services de personnes âgées existant sont dépourvus de personnel médical et non médical et sont en partie fermés : problème d'attractivité de ces métiers par rapport au privé.

En matière de chirurgie publique c'est l'inverse : trop de services, peu attractifs pour les jeunes, la chirurgie programmée part dans le privé. Là aussi problème: inflation d'actes pas toujours justifiés à vocation alimentaire. Et pourtant il faut conserver une chirurgie publique efficiente pour que la population ait le choix. D'autant qu'on assiste à une envolée des dépassements d'honoraires dans les cliniques.

Si on parle d'obstétrique la France a encore une mortalité périnatale excessive, mère et enfant, qui ne peut être améliorée tant qu'on acceptera la dispersion des maternités, dans le contexte actuel de pénurie notamment des pédiatres.

YàG : Que pensez-vous du plan hôpital 2007 et de la réforme Douste ?

G.R :Le plan hôpital 2007 qui a pour but d'améliorer l'investissement va dans le bon sens à condition de ne pas le dénaturer en reprenant d'une main ce que l'autre a donné. C'est ce qui se passe avec la convergence des tarifs publics et privés, alors qu'on ne fait pas la même chose.

Quant à la réforme Douste, elle a peu de chances d'aboutir au résultat souhaité car elle ne traite pas les questions au fond, notamment la restructuration de l'offre de soins.

YàG : Quelle est la situation dans les Yvelines ?

G.R : Pour ce qui est des Yvelines, ce n'est pas très différent des autres départements franciliens, urgences saturées, structures publiques insuffisantes pour les personnes âgées et la psy, hôpitaux vétustes à Poissy St Germain.

Nécessité de regroupements des plateaux techniques et de la chirurgie compte tenu de l'importance de la concurrence privée. Le problème commun aux hôpitaux en Ile-de-France c'est le poids de la politique locale qui paralyse toute tentative de restructuration publique d'où un lent mais inexorable déclin de l'hôpital public.

Vie Politique

« Je rentre à la maison..... »

Après une fugue de plusieurs années, André Sylvestre, Maire de Magnanville, conseiller général, revient au Parti socialiste

« Je rentre à la maison », c'est en résumé par ces mots qu'André Sylvestre, maire de Magnanville et conseiller général des Yvelines, a annoncé son retour au PS, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue devant quelques adhérents et en présence de Patrick Malivet, premier secrétaire fédéral, et de Françoise Descamps-Cronier, maire de Rosny-sur-Seine et conseillère régionale.

André Sylvestre avait quitté le PS à la veille des élections législatives de 1997 et rejoint peu après le Mouvement des citoyens.

« Je n'ai pas renié mes idées lors des confrontations électorales et j'ai toujours été fidèle aux candidats désignés par le PS », a-t-il souligné.

« C'est le passé, a-t-il ajouté. Dans le monde que nous traversons localement ou nationalement, on ne peut pas faire grand-chose tout seul. »

Il a souhaité qu'à l'issue du congrès le PS fasse des propositions, présente un programme aux Françaises et aux Français. Que le Mans ne serve pas d'arène à une guerre des chefs. Il faut redonner « espoir aux milliers de personnes qui ne se retrouvent plus dans les partis » et aux autres.

Quoi qu'il en soit « je serai et je resterai à gauche ».



Yvelines à Gauche a aimé

« **Marianne et les colonies** »
de Gilles Mancéron

Justice, vérité, reconnaissance et mémoire.
C'est autour de ces quatre mots que s'articule cette introduction singulière à l'histoire coloniale de la France. En effet, durant près d'un siècle et demi se sont perpétués de très nombreux crimes dans les colonies avec l'idée que "l'homme blanc" avait un devoir: celui de civiliser les peuples considérés comme "sauvages" et "inférieurs". Et durant près d'un siècle et demi ce discours a été officialisé et ces crimes cachés.

Mais comment réparer les crimes de colonisation? Pourquoi est-il nécessaire de vouloir les réparer? Que doit-on répondre aux revendications de plus en plus importantes?

Pour répondre à cela, l'auteur réalise un véritable travail de réflexion sur le passé colonial en revenant sur ces crimes et en montrant comment la France a longtemps vécu sous l'égide d'un paradoxe:

"... invention des droits de l'homme d'une part puis négation de ceux-ci dans son rapport avec les colonies".

Un travail de reconnaissance a néanmoins commencé. Notamment sous le gouvernement de Lionel Jospin avec la loi du 10 juin 2001 qualifiant l'esclavage de "crimes contre l'humanité".

En revenant sur ces crimes, Gilles Mancéron revient aussi sur la manière dont se sont construits les préjugés et les représentations qui restent aujourd'hui trop présents (nous nous souvenons tous de la référence de Jacques Chirac en 1995 sur « l'odeur de la nourriture des Africains »!) et qui ont pour conséquence les nombreuses discriminations raciales.

Bien plus qu'un simple livre d'histoire, il est un livre qui pose au cœur de sa problématique l'exigence de justice et de vérité sans langue de bois et avec un extraordinaire souci d'objectivité.

Gilles Mancéron est historien et chef de la revue Hommes et liberté de la Ligue des Droits de l'Homme. Il est aussi l'auteur « D'une rive à l'autre, la guerre d'Algérie de la mémoire à l'histoire » avec Hassan Remaoun, des « 100 poèmes contre le racisme » (avec Claire Etcherelli et Bernard Wallon) et du livre « Le Paris noir » (avec Pascal Blanchard et Eric Derloo).

Ce livre a été au programme de l'épreuve de philosophie de sciences-po Rennes en août 2005.

Fédération du Parti socialiste

47 rue Aristide Briand
78130 Les Mureaux.
Tél : 01 34 92 01 85

Pour écrire
à « Yvelines à gauche » :

yvelinesagauche@voila.fr

